



Zoom sur

Infos

**Du 25-04-2016 au 01-04-2016**

## Presse francophone

sources

infos



22-04-2016

### **Homophobie : Des commerçants refusent les clients homosexuels !**

***Une campagne homophobe est menée par des commerçants, en Tunisie, qui refusent de servir les clients homosexuels.***

Il faut d'abord savoir qu'interdire de servir un client est interdit par la loi. Cela n'a pas assez été dissuasif pour certains commerçants (magasin de vêtements, restaurant populaire, publinet, taxi...) et ne les a pas empêchés d'afficher publiquement leur ségrégation homophobe.

L'Association Shams, qui a publié les photos illustrant l'article, a lancé un appel à boycotter ces commerçants, dont un qui interdit aussi son commerce aux athées (sic!). Cette association qui défend les droits des homosexuels a appelé les autorités à faire appliquer la loi à ces contrevenants.

Cette campagne, qui exclue une frange de la société, laisse pantois et suscite des interrogations : comment ces commerçants vont-ils reconnaître les homosexuels? Ou encore les athées?

On sait que la loi tunisienne soumet les personnes suspectées d'homosexualité à un test anal censé prouver leur « *déviante sexuelle* » (test qui n'est pas appliqué, soit dit au passage, aux femmes lesbiennes), les commerçants vont-ils désormais soumettre leurs clients à l'épreuve de ce test?

**Le Point**

26-04-2016

### **Bordeaux : un épicier musulman condamné pour discrimination**

**Le commerçant avait déclenché une vive polémique en instaurant des heures d'ouverture pour les femmes et d'autres pour les hommes.**

**Le commerçant avait déclenché une vive polémique en instaurant des heures d'ouverture pour les femmes et d'autres pour les hommes.**

Un épicier-libraire musulman a été condamné lundi par le tribunal correctionnel de Bordeaux à deux mois de prison avec sursis et une amende de 500 euros pour discrimination dans son commerce, a indiqué mardi à l'Agence France-Presse son avocat, confirmant une information du journal *Sud Ouest*. Le propriétaire de cette épicerie-librairie, Jean-Baptiste Michalon, un Picard converti à l'islam en 2012, avait provoqué en juin 2015 une vive polémique en apposant sur sa vitrine une affichette distinguant des heures d'ouverture pour femmes et pour hommes. "Les soeurs" y étaient invitées à faire leurs courses uniquement les samedis et dimanches, "les frères" durant les autres jours de la semaine.

Cette pratique discriminante avait été rapidement abandonnée par le commerçant devant l'ampleur des réactions. "Nous avons mis cela en place à la demande des *soeurs*, qui préféraient quand ma femme est derrière le comptoir. (...) C'est un magasin où il y a des vêtements", avait à l'époque expliqué à l'Agence France-Presse Jean-Baptiste Michalon, dont la boutique, située à Saint-Michel dans le centre historique de Bordeaux, a depuis lors fermé ses portes.

"Ni plainte ni trouble"

Le commerçant "a lui-même reconnu que c'était une *bourde et une maladresse*, durant ses auditions et son procès", a expliqué mardi à l'Agence France-Presse mardi son avocat Me Tristram Héliot. Selon l'avocat bordelais, "dans cette affaire il n'y a eu ni plainte ni trouble à l'ordre public". "Il s'agissait d'une simple démarche commerciale puisque la boutique de mon client vendait aussi des vêtements", estime-t-il.

Le préfet de la Gironde, Pierre Dartout, avait à l'époque estimé "qu'il était inacceptable qu'un commerçant puisse être ouvert à des jours différents pour les hommes et pour les femmes", et avait souhaité que "la justice s'en saisisse immédiatement". Le maire de Bordeaux, Alain Juppé (Les Républicains) avait condamné "fermement un comportement en totale contradiction avec les règles républicaines d'égalité et de mixité". "On n'a jamais vu ça à l'époque du Prophète ! Les marchés étaient mixtes. Ça me paraît un peu bizarre dans un monde où la mixité est une culture établie", avait à son tour commenté le grand imam de Bordeaux, Tareq Oubrou.

Aujourd'hui, Jean-Baptiste Michalon, quitté par sa femme, est au RSA. "Il a tout perdu et on a un peu le sentiment d'une double peine", estime son conseil. Selon le Code pénal, la discrimination est caractérisée par "toute distinction opérée entre les personnes physiques" en raison notamment "de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, etc.". Elle est passible d'une peine maximale de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende.

## **Palestine : "This is my land", un film d'une efficacité redoutable -**

C'est le genre de film qu'on aimerait voir diffuser en prime time sur une grande chaîne nationale. Il est en ce moment dans plusieurs salles parisiennes (L'Espace Saint-Michel, La Clef, Les Sept Parnassiens ...).

"This is my land" de Tamara Erde, une Franco-israélienne résidant à Paris, est un magnifique documentaire d'une efficacité redoutable qui sonde la manière dont l'histoire est enseignée aux écoliers Palestiniens et Israéliens.

La réalisatrice est revenue en Israël, où elle a grandi, pour y filmer son premier long-métrage documentaire. Tourné dans des écoles israéliennes et palestiniennes, ainsi qu'un établissement mixte en Cisjordanie occupée et une classe religieuse dans une colonie, "This is my land", permet de mieux comprendre les raisons de l'ultra-droitisation de la société israélienne.

"Lorsque j'ai montré mon documentaire, on m'a demandé si je parlais de l'Etat d'Israël d'il y a 40 ans. Pourtant c'est bien de la situation d'aujourd'hui dont je parle !", explique, un poil dépitée, Tamara Erde. Ce n'est pas une surprise : le système éducatif israélien privilégie l'Histoire des Juifs et élude totalement celle des Arabes.

Du côté israélien, c'est l'histoire biblique de la présence des juifs sur cette terre, puis les années pionnières de la création d'Israël qui sont omniprésentes. Par exemple : Tamara Erde accompagne un groupe de lycéens en Pologne pour visiter le camp d'extermination de Belzec, et illustre ainsi comment l'enseignement de la Shoah est constitutif de l'identité israélienne. Et comment elle permet

inexorablement de fermer les yeux sur les exactions commises par l'armée israélienne, au nom de la sécurité et de la défense de la patrie.

« Ma grand-mère a survécu à la Shoah, dit en substance un lycéen israélien. L'héritage que j'ai reçu d'elle – qui était tolérante et ouverte au dialogue –, c'est de défendre cet endroit où elle se sentait en sécurité. »

Une intellectuelle palestinienne, qui a beaucoup étudié les manuels scolaires israéliens, ne cache pas sa colère : « tout est fait dans ce pays pour reproduire le traumatisme. Personne ne fait le pas ultime qui consisterait à se dire : « que peut-on faire pour que ça ne se reproduise plus, nulle part et pour personne ? », interroge-t-elle.

« L'éducation est faite pour traumatiser et apprendre à tuer », explique une professeure palestinienne à ces élèves, dans cette école mixte où enfants juifs et arabes étudient ensemble malgré leurs différences.

« Qui dit que c'est Dieu qui leur a donné la terre ? », questionne-t-elle. « Les Juifs », répond la professeure. « Nous, on dit qu'elle appartient à nos ancêtres », tacle l'enseignante.

Du côté palestinien, le film montre en quoi le choc de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, chassés de leur terre par les milices sionistes, est toujours présent chez les écoliers palestiniens. Il montre des élèves "fatigués de l'occupation", avec le sentiment d'être dans grande prison.

Le film est assez pessimiste. A l'image de la réalité ...

**Leaders**

**22-04-2016**

## **Apprentissage du coran : nos écoles ne se transformeront pas en «Kottab», rassure Jalloul**

L'apprentissage du Coran dans les écoles pendant les vacances d'été. La proposition du ministre de l'Education, Naji Jalloul fait polémique dans les médias et même au sein du gouvernement. Intervenant sur les ondes d'une radio privée, le ministre rectifie le tir. On l'aurait mal compris. « Il n'a jamais été question de transformer les écoles en «kottabs (écoles coraniques). Les

activités dans les écoles pendant l'été ne se limiteront pas à l'apprentissage du Coran comme cela a été avancé, mais concerneront d'autres activités culturelles».

50/50

Le magazine de l'égalité  
Femmes / Hommes

21-04-2016

## **Pologne: guerre contre les femmes = guerre contre la démocratie**

Plus d'un quart de siècle après le début de la transformation dite démocratique qui a imposé une loi anti-avortement très restrictive en Pologne, 60 ans après l'introduction du droit à l'IVG sous le régime dit communiste, 84 ans après que les Polonaises aient obtenu la légalisation de l'avortement pour des raisons médicales ou de viol dans la période de l'entre-deux-guerres... le gouvernement polonais fait retourner les femmes aux jours d'avant l'indépendance de la Pologne. Le projet d'interdiction totale de l'avortement, considéré sans exception comme un crime, est une loi qui a été en vigueur sous le partage de la Pologne. Aujourd'hui, le gouvernement polonais traite les citoyennes comme l'ont fait les occupants il y a plus de cent ans .

« Des textes peuvent tuer »

C'est ce qu'affirmait déjà Tadeusz Boy-Żeleński, un grand humaniste et combattant pour les droits des femmes, l'auteur d'*Enfer des femmes* qui luttait dans les années 1920 contre l'interdiction totale de l'avortement et la pénalisation des femmes et pour la légalisation de l'avortement pour des raisons sociales.

En 1932, une loi autorisant l'avortement pour des raisons médicales et dans le cas de grossesse résultant d'un « acte sexuel criminel » (un viol, un inceste, tout acte sexuel avec un/une mineur-e ) fut adoptée en Pologne. A cette époque, c'était la législation européenne la plus libérale (à l'exception de celle de l'Union soviétique).

La légalisation de l'avortement pour des raisons sociales a été autorisée en Pologne en 1956 . Qu'une femme déclare être dans une situation difficile était devenu une raison suffisante pour procéder à l'avortement. Maria Jaszczuk, la députée rapporteure du projet de loi, a persuadé les député-e-s, chiffres à l'appui : 300 000 avortements illégaux effectués par les «faiseuses d'anges», 80 000

femmes admises dans les hôpitaux chaque année suite à un avortement clandestin, dont 2 % décédées. Grâce à ce texte, la femme polonaise a eu le droit de choisir et de se déterminer librement pendant 36 ans.

En 2007, peu avant sa mort, Maria Jaszczuk, âgée de 91 ans, parlait avec amertume de la perte *des acquis des femmes* après les changements politiques.

Retour vers l'enfer pour les femmes

La célèbre transition démocratique de 1989 en Pologne fut accompagnée de l'appropriation systématique du pouvoir par l'Église catholique grâce à son alliance avec la droite conservatrice. L'Église catholique présenta une lourde facture pour son rôle indéniable dans la chute du dit régime communiste. Le veto de l'Épiscopat polonais exclut de la nouvelle Constitution les principes de séparation de l'Église et de l'État, de laïcité ou de neutralité.

Les Polonaises ont payé ce changement de leur santé et de leur vie. Les droits reproductifs et sexuels des femmes sont devenus le butin de guerre de l'Église et de son associée, la droite. Une loi anti-avortement très restrictive (uniquement dans le cas de danger grave pour la santé et la vie de la femme, malformations graves du fœtus et si la grossesse est le résultat d'un acte criminel) fut votée en 1993, contrairement à l'avis de l'opinion publique et en violation des principes fondamentaux de la démocratie. Une initiative de citoyen-ne-s ayant rassemblé [1,5MILLION](#) de signatures, demandant un référendum sur la question, fut tout simplement écartée. Mais la pratique montre qu'une fois l'IVG interdit, même les cas légaux d'avortement ne sont plus respectés, causant des souffrances inouïes aux femmes et aux enfants nés avec des malformations graves.

L'Église polonaise contre les fondations mêmes de la démocratie

On aurait pu croire que l'Église avait obtenu tout ce qu'elle voulait. Cependant, sous le gouvernement de la Plate-forme civique libérale, elle a encore lancé une guerre ouverte contre les femmes et contre les libertés démocratiques, y compris en incitant ouvertement la hiérarchie catholique à ne pas observer la loi de l'État, et en encourageant des groupes agressifs catholiques à l'emploi de la violence physique. Pour l'Église le "genre" est devenu une cause majeure du mal en

Pologne : « Le genre détruit la Pologne, le genre détruit la famille, genre : STOP. »

La Pologne « crucifiée » du Parlement aux crèches, des bureaux de poste jusqu'aux banques; les femmes privées de leurs droits fondamentaux de décider librement de leur corps et de leur sort, obligées de poursuivre leur grossesse malgré les malformations graves du fœtus et d'accoucher d'enfants non viables; l'école publique transformée en madrasa catholique où les élèves ont plus de cours de religion que de biologie; les chercheur-e-s qui subissent des pressions pour restreindre la liberté de la recherche scientifique; les artistes à la parole bâillonnée; les médecins et les enseignant-e-s incité-e-s à reconnaître la suprématie de la loi divine sur celle de l'Etat, les avocat-e-s s'appuyant sur le droit canon, les prêtres qui sont au-dessus de la loi et les députés qui prient pour faire pleuvoir, telle était la situation en 2014, avant la prise du pouvoir par la droite populiste de Droit et Justice.

La droite populiste à l'assaut de la démocratie

Avec la victoire électorale du parti Droit et Justice, fortement appuyé par l'Église catholique, d'abord dans les présidentielles au printemps et puis dans les législatives en automne 2015, la Pologne s'engouffre dans un coup d'État larvé. Il est clair qu'il s'agit d'éliminer l'équilibre entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, de paralyser le Tribunal Constitutionnel, d'affaiblir le parlement et de créer les conditions permettant l'instauration de formes autoritaires de gouvernement. Cette posture provoque des réactions de protestation massive dans plusieurs grandes villes en Pologne, dont la première, le 12 novembre à Varsovie, a rassemblé 50 000 personnes sous le slogan «liberté, égalité, démocratie». Toutefois, il faut dire que la situation actuelle a été préparée par le parti au pouvoir précédemment, avec la destruction systématique de la laïcité.

L'Église catholique en Pologne a réuni aujourd'hui les conditions pour réaliser son objectif de pouvoir absolu en Pologne. Puisque l'enseignement des évêques polonais n'a pas suffi, ils doivent imposer leurs injonctions et interdictions par la force politique. L'épiscopat polonais a émis encore une nouvelle facture à payer par le gouvernement polonais, et elle est libellée dans une monnaie qui s'appelle «droits des femmes.»



### **Une démocratie sans les femmes n'est pas une démocratie**

Les fondamentalistes catholiques, produit de l'ambiance d'acquiescement de la part des médias et des intellectuel-le-s au cours du dernier quart de siècle, ont déposé un projet d'interdiction totale de l'avortement et de criminalisation des femmes, du médecin et des personnes participant à l'acte. Ce projet a obtenu le soutien du gouvernement polonais. Il constitue l'atteinte aux droits des femmes la plus importante depuis la période de l'entre-deux-guerres. Peut-être la conscience des évêques polonais peut-elle tout accepter : de la pédophilie des prêtres cachée au sein de l'Église jusqu'à imposer un projet de loi dont le résultat sera le féminicide ? Mais ce ne sont pas les évêques qui siègent au Parlement. Ce sont des politiciens serviles et dociles à l'égard de l'Église qui seront responsables des tragédies subies par les femmes.

Le projet d'interdiction totale de l'avortement n'a rien à voir avec la protection de la vie, au contraire, il condamne à mort la femme pour la vie de laquelle la grossesse constitue une menace. Il en oblige d'autres à mener la grossesse à terme avec un fœtus non viable et à assister, impuissantes, une fois l'enfant né, à son agonie. Il en forcera d'autres à donner naissance à un enfant né d'un acte criminel. Dans la loi en vigueur qualifiée hypocritement de «compromis», ces situations permettent en théorie un avortement légal. Mais quand la femme perd le droit de choisir, même le droit à l'avortement légal cesse d'être appliqué pour devenir une fiction juridique.

### **Un fort soutien international**

Plusieurs messages de solidarité et de soutien pour les femmes polonaises arrivent de la part de nombreuses organisations féministes, libre penseuses et démocratiques. «Nous exigeons un avortement sûr et accessible pour les femmes en Pologne, en Croatie et partout dans le monde !», ont écrit les femmes croates de 30 organisations affiliées au Réseau des Femmes Croates. Leur message a été lu pendant une grande manifestation contre l'interdiction totale de l'avortement en Pologne. Organisée par une alliance d'organisations féministes et laïques, celle-ci s'est tenue devant le parlement polonais le 9 avril avec le mot d'ordre «Regagner le droit de choisir», et a rassemblé plusieurs milliers des femmes à

Varsovie. Des manifestations de soutien ont eu lieu dans toutes les grandes des villes de Pologne et dans plusieurs villes européennes (Berlin, Prague, Paris, Vienne...) et aussi à Tokyo.

La condamnation de ce projet barbare pourrait réussir à mobiliser non seulement les féministes et les laïques mais tous les démocrates, y compris les milieux chrétiens qui s'opposent au fondamentalisme catholique et à l'autoritarisme du parti Droit et Justice.

Les trois ex-premières dames, les épouses d'anciens présidents, se sont exprimées contre ce projet dans une lettre ouverte. Danuta Walesa, catholique elle-même, a lancé une critique sévère de Jarosław Kaczyński en le rappelant à la raison «Vous n'avez pas d'enfants, vous n'avez pas de femme. Que savez-vous de la vie des abeilles si vous ne vivez pas dans la ruche ?»

Mais dans les milieux féministes on pense qu'il faut briser le soi-disant «compromis» hypocrite sur l'avortement, conclu par-dessus la tête des femmes le 8 avril 2016, le Comité d'Initiative législative « Sauver les femmes » a proposé un projet de loi relative aux droits des femmes et à la parentalité. C'est une nouvelle tentative pour restaurer les droits reproductifs et sexuels des femmes et des hommes, les droits à l'information, à l'éducation, à des consultations permettant la prise de décisions conscientes dans le domaine sexuel. Le projet prévoit la possibilité d'interruption légale et sûre de la grossesse jusqu'à la 12e semaine, plus tard l'avortement serait permis dans en cas de risque des dommages graves et irréversibles pour le fœtus, de maladie incurable menaçant sa vie, du danger pour la vie et la santé des femmes ou si la grossesse est issue d'un acte criminel. Le projet prévoit également la mise à disposition du public d'une liste de médecins qui invoquent la clause de conscience pour refuser l'interruption de grossesse. Le projet vient d'être déposé au Parlement et, après son enregistrement, la collecte des signatures commencera.

Il y a quelques années, la grande manifestation du 8 mars marchait à Varsovie sous la bannière «La démocratie sans les femmes, c'est la moitié d'une démocratie.» Mais la démocratie sans les femmes n'est pas du tout une démocratie ! La question de l'avortement, c'est-à-dire la question du libre choix de

la femme, ce n'est pas le problème des femmes uniquement. Ce n'est pas un problème réservé à leurs proches non plus. Elle touche la société dans son ensemble. L'asservissement des femmes par un gouvernement autoritaire, c'est le début de l'asservissement de toute la société.

On peut penser aussi qu'il ne s'agit pas uniquement des femmes polonaises, ni de la seule société polonaise.

ChEEk  
MAGAZINE

24-04-2016

## QUI SONT LES FÉMINISTES DU MONDE ARABE?

**La journaliste Charlotte Bienaimé est partie à la rencontre de** militantes féministes dans une partie du monde arabe. Elle en a tiré une série de portraits, qu'elle a rassemblés dans le livre *Féministes du monde arabe*. Interview.

*Nasawiyat!* sonnerait presque comme une injonction cinq années après le début des printemps arabes: ce nom, qui signifie féministe en arabe, est aussi le titre de la série de portraits de jeunes femmes militantes, réalisés par la jeune journaliste Charlotte Bienaimé et diffusés dès 2014 sur France Culture. Ce sont ces rencontres radiophoniques qui lui ont inspiré le livre, paru en début d'année, *Féministes du monde arabe, Enquête sur une génération qui change le monde*.

Au commencement, il y a une amitié nouée en 2011 avec une jeune Tunisienne, Henda, frondeuse, tiraillée entre révolte et attachement à ses parents, épris de traditions mais généreux et aimants. Elle est le premier portrait du livre. Après, Charlotte Bienaimé est partie à la rencontre d'une trentaine de femmes ayant ressenti ce même besoin d'émancipation et de libération à travers la Tunisie, l'Algérie, le Maroc mais aussi l'Égypte, pays pionnier des luttes féministes à la fin du XIXème siècle. "Il n'y a pas besoin de beaucoup de mots, en deux minutes on comprend ce qu'elles vivent, leur force et leur engagement", dit l'auteure. Cette mosaïque de femmes va à l'encontre des clichés auxquels on les associe volontiers par méconnaissance de leurs pays et de leurs cultures.

*"Elles sont descendues dans la rue pour faire tomber des dictatures et ont poursuivi leurs actions avec la défense de leurs droits."*

Elles sont jeunes, moins jeunes, voilées, vierges, fiancées, mariées, divorcées, musulmanes, athées, provocatrices et toutes inventent de nouvelles façons de lutter pour les droits des femmes. “*Certaines se battent pour leur autonomie, d’autres pour l’égalité juridique, économique et sociale, d’autres pour la liberté sexuelle ou la liberté de jouir de leur corps, quand certaines ont encore comme problématique la question de l’eau*”, explique une jeune activiste du livre, Fedwa Misk, fondatrice du magazine marocain Qandisha, qui regrette parfois de ne s’adresser qu’à des francophones lettrées et rappelle l’immensité et la diversité des défis que cette armée de femmes aussi éclectique qu’enthousiaste est prête à affronter.

Quand on aborde les questions d’identité et d’universalité dans le monde arabe, la place des femmes n’est jamais très loin, et Charlotte Bienaimé a voulu creuser cette question au fil des pages de son livre. Interview.

En quoi les droits des femmes sont-ils liés aux différentes révolutions nationales?

Les femmes n’ont pas attendu ces révolutions pour se battre, d’ailleurs les féminismes européen et arabe sont quasiment nés au même moment. Ce qui est certain, c’est qu’il y a depuis un souffle d’espoir: elles sont descendues dans la rue pour faire tomber des dictatures et ont poursuivi leurs actions avec la défense de leurs droits. Il s’agit d’un combat indissociable, car l’égalité hommes-femmes est selon elles la condition sine qua non à l’instauration de réelles démocraties. Mais bien souvent, l’histoire se répète et comme c’était le cas au moment des indépendances, après les manifestations, on les invite à rentrer à la maison. Seule la Tunisie de Bourguiba avait alors instauré des lois égalitaires, ce qui explique l’avance de ce pays par rapport à d’autres. Et quand je pense aux Tunisiennes rencontrées, je sais que la révolution est encore en cours. Il y a des débats très poussés au sujet de la sexualité sur les réseaux sociaux, et les milieux révolutionnaires s’interrogent sans cesse sur la question de l’égalité des sexes. Mais cela prendra encore du temps à jaillir dans le cercle familial.

Quelles différences existent entre l’ancienne et la nouvelle génération de féministes?

Les outils pour militer sont très différents et influent forcément sur la façon de

s'engager. Les réseaux sociaux ont été un énorme outil d'émancipation et de partage d'expérience: les jeunes féministes se rencontrent sur Internet et créent des collectifs IRL, ainsi beaucoup d'actions germent sur la toile pour éclore ensuite dans la rue. En médiatisant des affaires, elles sont parvenues seules à faire bouger les lignes, notamment après le suicide d'une jeune Marocaine forcée d'épouser son violeur, le code pénal a été amendé. Les jeunes féministes réclament plus d'horizontalité et savent que la clé est l'éducation, afin de toucher toutes les couches de la population. Au Maroc, les femmes dans les campagnes sont totalement abandonnées, entre analphabétisme et fracture numérique, et ignorent encore tout de leurs droits acquis.

Il n'y a donc pas un féminisme arabe mais des féminismes arabes?

Oui, car même au sein de cette jeune génération, il existe de nombreuses différences: certaines cherchent à y aller en douceur et trouvent leur compte en militant dans des associations classiques. D'autres ont cultivé une méfiance ambivalente face au féminisme historique récupéré par le pouvoir, estimant toutefois qu'il était nécessaire afin d'aboutir à des lois plus égalitaires. Puis, il y a aussi des filles qui refusent toute concession et se revendiquent d'un féminisme "hardcore" qui doit oser aborder toutes les questions, quitte à choquer.

Athées et musulmanes peuvent-elles s'entendre sur des questions comme celle de l'avortement?

Je ne suis pas certaine que cette ligne de partage entre croyantes et laïques soit pertinente dans les pays arabes. J'ai rencontré des féministes voilées qui étaient pour les relations sexuelles avant le mariage et pour l'IVG car les avortements clandestins mettent trop de femmes en danger. Comme il y a des laïques qui refusent de revendiquer la légalisation de ce dernier pour des questions d'agenda politique et parce qu'elles ne veulent pas choquer la culture du pays. Les femmes qui veulent revoir les textes sacrés et les réinterpréter de façon féministe font un travail différent des laïques qui abordent d'autres thématiques sociétales. Par exemple, sur la question de l'inégalité de l'héritage (*Ndlr: dans la tradition musulmane, les femmes n'ont droit qu'à une demi-part de l'héritage paternel*), toutes sont d'accord!

*“Le harcèlement de rue reste tabou dans les familles car il implique une remise en question d’un système patriarcal.”*

Qu’est-ce que le terrorisme sexuel dont tu parles dans le livre?

Cette expression vient des féministes égyptiennes, qui ont subi, lors des rassemblements sur la place Tahrir, des actes qui étaient au-delà du harcèlement sexuel, en étant prises à partie par des dizaines d’hommes les touchant ou les violant. Il pèse le soupçon que certaines agressions ont été organisées par le régime ou d’autres groupuscules pour dissuader les femmes d’aller manifester. Puis, l’effet de groupe a incité d’autres hommes à se mêler aux agressions. Elles ont employé ce terme de terrorisme pour dénoncer l’organisation et l’utilisation de la violence contre les femmes afin d’empêcher les mouvements sociaux d’aboutir.

Le harcèlement de rue semble rester un problème majeur pour toutes ces femmes, comment l’expliques-tu?

Rien ne change du jour au lendemain. L’Égypte, où 99% des femmes en ont été victimes, a promulgué en 2013 une loi qui criminalise le harcèlement sexuel. Si, dans les faits, il faut oser porter plainte ou même que le policier accepte votre déposition, cela signifie une reconnaissance, ce qui est déjà énorme. En Algérie, c’est aussi une pression constante, on a l’impression qu’on n’a même plus le droit d’être là, de marcher pour autre chose que sortir étudier, travailler ou faire des courses! Ce sujet reste cependant tabou dans les familles car il implique une remise en question d’un système patriarcal. Certains tentent de l’expliquer par la frustration des hommes face au chômage, lequel engendre un recul de l’âge du mariage, mais l’argument est pernicieux car il y a aussi des hommes plus âgés, mariés et même des polygames qui harcèlent! D’après les féministes interviewées dans le livre, les hommes se sentent souvent confortés par le pouvoir, qui autorise tacitement à harceler les femmes. Mais pour démontrer cela, il faudra des années.

Un des chapitres de ton livre concerne la révolution sexuelle, est-elle en marche?

J’ai le sentiment qu’elle est en cours. En Tunisie, tout se fait mais on ne le dit pas, ce n’est ni admis ni revendiqué, on n’est pas encore dans la phase où ça explose. Même en Algérie, où il n’y a pas eu de révolution et où règne un certain désespoir,

il y a quelque chose qui bout. Les jeunes générations sont en train d'étouffer, ça ne peut pas rester comme ça. Mais faut-il appeler ça une révolution sexuelle? Je cite plusieurs fois l'Égyptienne Shereen El Feki, qui parle de révolution du plaisir et d'évolution sexuelle, car nous ne sommes pas dans une rupture radicale ni en mai 68. Personnellement, j'ai quand même envie d'utiliser ce terme de révolution sexuelle car dans les faits, tout y est: la contraception, l'IVG, les maladies sexuellement transmissibles...

Sont-elles soutenues par des hommes?

J'ai parfois été gênée à l'idée de donner une caricature de l'homme machiste dans ces pays. Il y a une réalité qu'il ne faut pas nier et que les jeunes féministes dénoncent. Mais nombreux sont ceux qui s'engagent à leurs côtés. J'ai d'ailleurs essayé de faire entendre les hommes à travers les histoires de certaines filles: l'une d'entre elles m'a raconté que son père était son seul soutien au sein de sa famille, l'autre comment son père l'a aidée dans son projet d'entreprise.

Quelles sont les femmes qui t'ont le plus marquée?

Elles m'ont évidemment toutes bouleversée, mais je pense souvent à Atika, qui aide des femmes algériennes à avorter clandestinement; elle est extrêmement forte et engagée, mais d'un autre côté, son quotidien est si dur qu'on ressent un certain désenchantement et une terrible difficulté de vivre. Tout comme ces jeunes filles qui ont monté dans une petite ville très conservatrice d'Algérie un collectif pour réinvestir la rue: elles sont si joyeuses quand elles se réunissent, puis elles se séparent et sont à nouveau seules face au harcèlement. J'ai été touchée par cette forte solidarité entre elles dans ce contexte difficile que connaît l'Algérie, où le désespoir et la mélancolie sont palpables. C'est le seul pays où cela stagne, même le Maroc a connu un mouvement social.

Es-tu optimiste pour toutes ces femmes?

Je suis de nature optimiste, et quand on les entend on ne peut que l'être!  
Aujourd'hui, il y a beaucoup plus d'espoir en Tunisie qu'en Égypte où les libertés d'expression sont à nouveau bafouées, il est compliqué de se parler sur les réseaux sociaux et déconseillé d'avoir Facebook sur son portable par exemple. Un

jour, en Algérie, Marwa une militante m'a dit: "Je ne perds pas le souffle parce que je n'ai pas le choix. Si je ne suis pas optimiste, je ne continuerai jamais et la pire situation serait de dire 'je n'ai plus d'espoir et je laisse tomber'." Je pense qu'il faut se suffire de cette réponse et l'être, sinon le combat s'arrête. Ce ne sera pas pour demain, mais il y aura d'autres révolutions, c'est certain!



28-04-2016

## Tunisie : les premières élections municipales depuis la révolution devraient se dérouler en mars 2017

La Tunisie se dirige vers la tenue d'élections municipales en mars 2017, soit plus de six ans après sa révolution, a déclaré Chafik Sarsar, le président de l'instance électorale.

« Il y a un consensus (...) autour de mars 2017 pour l'organisation des élections municipales. Reste à déterminer le jour », a-t-il dit mardi à l'AFP, en précisant que l'instance avait été contactée à ce sujet par le chef du gouvernement Habib Essid.

Lors d'une rencontre avec des journalistes tunisiens, M. Essid a récemment indiqué, selon des propos rapportés par plusieurs médias, que ces élections se tiendraient soit le 12, soit le 19 soit le 26 mars 2017. L'instance électorale avait précédemment proposé une « feuille de route » pour leur organisation fin octobre 2016.

Plus qu'une obligation, un besoin

Une loi électorale spécifique aux municipales doit toutefois encore être promulguée et un nouveau découpage électoral institué, car la nouvelle Constitution prévoit que « les municipalités doivent couvrir tout le territoire tunisien », a précisé Chafik Sarsar.

« Il faut créer d'autres municipalités, [en] étendre d'autres pour pouvoir permettre à tous les Tunisiens de voter aux élections municipales », a souligné le président de l'instance, tout en jugeant « très possible » que les élections se tiennent à la date prévue.

À LIRE AUSSI :



Habib Essid : « L'État tunisien ne peut pas tout... »

Il a affirmé avoir senti une « volonté ferme » de la part du gouvernement pour que les élections se tiennent en mars 2017.

« C'est non seulement une obligation [constitutionnelle] (...), c'est un besoin, parce que le citoyen tunisien a besoin d'avoir des municipalités efficaces, légitimes pour [qu'elles puissent] réellement réussir leur mission. Ce n'est pas normal du tout qu'on ait des structures provisoires qui dépassent les six ans », a-t-il souligné.

Après la révolution qui a emporté la dictature de Zine el-Abidine Ben Ali en janvier 2011, les municipalités tunisiennes ont été dissoutes et remplacées par des « délégations spéciales » chargées de gérer les affaires courantes.

## **Respecter les droits humains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme**

**28-04-2016**

46 ORGANISATIONS, CÉLÉBRITÉS ET DESSINATEURS DE PRESSE APPELLENT À ADOPTER UNE APPROCHE RESPECTANT LES DROITS HUMAINS

La lutte contre le terrorisme et le respect des droits humains sont complémentaires, ont affirmé aujourd'hui 46 organisations tunisiennes et internationales de défense des droits humains, dans une lettre ouverte adressée à tous les Tunisiens et intitulée « Non au terrorisme, oui aux droits de l'homme ». Trois des organisations tunisiennes signataires ont reçu en 2015 le Prix Nobel de la Paix. Deux autres représentent les familles des politiciens tunisiens Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, assassinés en 2013 par des terroristes. Cinq célébrités tunisiennes, parmi lesquelles des acteurs, un rappeur, une cinéaste et une championne sportive, ont soutenu ce point de vue dans une vidéo également diffusée aujourd'hui.

Les organisations ont insisté sur la nécessité de combattre tous les actes terroristes et d'en poursuivre les auteurs, les instigateurs et les planificateurs. Elles reconnaissent le devoir de l'État de protéger les droits de toutes les personnes sur son territoire, y compris le droit à la vie et à la sécurité.

En même temps, elles ont exhorté les autorités à garder à l'esprit que violer les droits humains nuit aux efforts de lutte contre le terrorisme, et ce de maintes façons :

Les larges violations des droits humains détruisent la paix sociale tout autant que les entreprises terroristes ;

- ▶ Les violations des droits humains alimentent le sentiment d'injustice, servent d'excuses aux terroristes, et facilitent leur recrutement ;
- ▶ Les lois antiterroristes abusives font des victimes, parmi lesquelles figurent inévitablement des citoyens innocents et respectueux de la loi ;
- ▶ Garantir le droit à un procès équitable n'est pas un signe de « faiblesse » face au terrorisme. Rendre justice consiste à protéger les innocents autant qu'à punir les coupables ;
- ▶ En plus d'être une pratique interdite, quelles que soient les circonstances, par le droit international et le droit tunisien, extorquer des aveux sous la torture à des personnes suspectées de terrorisme conduit souvent à de fausses pistes ; au final, cela ne fait que gaspiller le temps et les ressources, précieux, des services de sécurité ;
- ▶ La torture et d'autres pratiques abusives à l'encontre des suspects ont aussi pour conséquence de décourager les informateurs potentiels, alors qu'ils pourraient aider les forces de sécurité à contrer des actes de terrorisme.



**28-04-2016**

## **"Non au terrorisme, oui aux droits de l'Homme": Des artistes tunisiens et des ONG défendent les droits humains**

Une lettre ouverte aux Tunisiennes et aux Tunisiens pour le respect des droits de l'Homme dans le cadre de la lutte antiterroriste a été publiée, jeudi 28 avril, par Human Rights Watch (HRW).

Signée par 46 organisations nationales et internationales, mais aussi par plusieurs artistes, cette lettre ouverte s'inscrit dans le cadre de la campagne menée par l'ONG intitulée "Non au terrorisme, oui aux droits de l'homme".

"Nous voulons dire à l'opinion publique que les droits de l'Homme n'entravent pas l'action de l'Etat en matière de lutte antiterroriste", a déclaré lors d'une conférence de presse à Tunis Amna Guellali, la représentante de HRW en Tunisie.

Au contraire, a-t-elle soutenu, le non-respect des droits de l'Homme conduit à "l'effritement des efforts" de l'Etat, citant notamment des perquisitions à large échelle accaparant les forces de l'ordre et "les prisons qui se remplissent d'innocents".

La campagne n'est pas dirigée "contre l'institution (sécuritaire) et l'Etat, elle est en harmonie totale avec l'Etat de droit", a insisté Ramy Salhi, du Réseau Euromed.

Lutte contre le terrorisme et droits de l'Homme

Revenant sur les graves menaces du terrorisme, les signataires de la lettre ouverte appellent à respecter les droits de l'Homme et à éviter la "rhétorique qui s'est invitée dans le discours public tunisien" qui "est désormais que les droits humains ne doivent pas handicaper l'effort sécuritaire nécessaire pour combattre le terrorisme."

"Violer des droits humains dans le but d'empêcher d'autres violations des droits humains n'est ni sage, ni efficace", affirme la lettre ouverte.

Pour le collectif qui a signé cette lettre ouverte, la violation des droits humains peut même nourrir le terrorisme.

Signée par l'Union générale tunisienne du travail, la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, l'Ordre national des avocats, The Carter Center ou encore Oxfam, cette lettre ouverte est accompagnée d'une vidéo où plusieurs personnalités tunisiennes à l'instar de l'athlète Habiba Ghribi, du rappeur Mohamed Amine Hamzaoui ou encore de la cinéaste Selma Baccar, appuient la demande de ce collectif.

"Le terrorisme est un crime", affirme Habiba Ghribi, "une injustice" renchérit Anis Gharbi. Mais rien ne doit justifier les violations aux droits de l'Homme, expliquent ces personnalités: "Les policiers sont nos frères, mais ils ne devraient pas frapper ou maltraiter les gens", affirme Anis Gharbi. "Ce type d'abus est dangereux pour toute la société", déclare quant à elle la cinéaste Selma Baccar.

Retour de l'Etat policier?

"Ça veut dire quoi faire ce qu'ils veulent (les policiers)? Ça veut dire t'humilier? Défoncer la porte de chez toi?", argue le rappeur Mohamed Amine Hamzaoui, "sinon on a qu'à rappeler Ben Ali et revenir à l'État policier, si c'est ça qu'ils veulent", affirme pour sa part l'acteur Marouen Ariane.

La Tunisie a connu plusieurs attaques terroristes en 2015 et 2016, menant les autorités à adopter une nouvelle loi antiterroriste donnant de larges prérogatives "aux forces de sécurité en matière de contrôle et de surveillance, et prolonge la détention au secret, de six jours maximum jusqu'à 15 jours pour les suspects de terrorisme", affirme Human Rights Watch.



29-04-2016

## الغنوشي: أرفض تجريم المثلية.. ويجب سن قوانين تنظم العلاقات الجنسية للشواذ

قال راشد الغنوشي، زعيم حركة النهضة في تونس، في كتيب حوارات خاص بـ "موضوع الإسلام" صدر مؤخراً في فرنسا، إن الإسلام يحترم خصوصيات الأشخاص ولا يتجسس عليهم، معتبراً أن كل شخص حر في ميولاته، ومن واجب المشرع إيجاد حل لهذه الفئة المهمشة، فالمثلي إنسان ومواطن بدرجة أولى، ومن يجب أن توضع قوانين تحميه وتنظم علاقاته الجنسية التي تبدو لكثيرين غير منطقية، ولكنها موجودة ويجب أن نتأقلم معها. وأضاف رئيس حركة النهضة، أنه يرفض تجريم المثلية الجنسية لأن القانون لا يقوم بتتبع الحياة الخاصة للأفراد ولأن هذا الإجراء مخالف للمواثيق الدولية لحقوق الانسان، ونواب حركة النهضة أكدوا ذلك عندما دافعوا عن كونية حقوق الانسان في الدستور. وقال إنه لا يمكن تصور عائلة برجلين أو بامرأتين، بل لا يمكن اعتبار ذلك زواجا أصلاً من منظور المؤسسة الزوجية، ومقارنته بزواج بين رجل وامرأة، مضيئاً أن ذلك لا يعنى بأي حال من الأحوال السماح باقتحام البيوت والتجسس على الغير، فالحياة الخاصة تبقى خاصة دائماً. وأضاف الغنوشي إنه لا يوافق على هذا النوع من الزواج، مشيراً إلى أن القانون رغم هذا لا يتدخل في حياة الناس الخاصة، وإنما ما يحكم الحياة الخاصة، هو خيارات الناس التي سوف يحاسبون بها أمام خالقهم. أما حول موضوع الإجهاض، فاعتبر أنه تعد على الذات البشرية، داعياً إلى ضرورة عدم السماح به، مضيئاً أن المرأة بإمكانها أن تتجنب الحمل عن طريق العديد من الوسائل. كما أوضح أنه بإمكان المرأة القيام بعملية إجهاض خلال الفترة الأولى من الحمل قبل أن يتطور الجنين، فيما شبه عملية إنهاء الحمل خلال أشهر متقدمة، بالقتل. وكان سمير ديلو، عضو مجلس نواب الشعب في تونس، عن حركة النهضة، دافع عن

المثليين في تصريح له لجريدة لوموند الفرنسية، والذي شدد على أنه سيناصل من أجل أن يكون لهم قوانين تحميهم في تونس اقتداء بأغلب الدول الديمقراطية. وكانت عناصر الإخوان وقيادات التنظيم المصريين، الهاربين إلى بريطانيا، أكدوا في واحد من مؤتمراتهم في إنجلترا، مؤخرًا، أنهم يحترمون حقوق المثليين.



26-04-2016

## استمرار الاعتراض على بناء مقابر للمسلمين بمدن أميركية

يعارض سكان مدينة دودلي، الواقعة وسط ولاية ماساتشوستس الأميركية، مشروعًا لبناء مقابر لنحو 500 أسرة مسلمة على أرض زراعية، ليعيد ذلك أحدث حلقة في سلسلة الاعتراضات التي انتابت سكان مناطق أخرى بالولايات المتحدة.

وبينما يرى مطورو المقابر وناشطون أن الاعتراض مجرد تعصب أعمى، قال سكان لـ"أسوشيتدبرس" إنهم يخشون أن تؤدي تقاليد الدفن الإسلامية إلى تسمم المياه الجوفية أو مياه الآبار لأن المسلمين لا يضعون موتاهم في توابيت.

كما يشير السكان إلى مخاوف بشأن الضوضاء والتخريب وزيادة حركة السير على الطريق الضيق المؤدي إلى المقابر المقترحة.

ثمة مشاعر مشابهة في مناطق أخرى بالولايات المتحدة، حيث تم اقتراح إنشاء مقابر للمسلمين، بما في ذلك في فارمرزفيل بولاية تكساس، ووالبول في ماساتشوستس، وكارلايل في بنسلفانيا، وفارمينغتون في مينيسوتا.

وفي بعض الحالات نجح المعارضون في وقف بعض مشروعات بناء المقابر، فيما لجأت مؤسسات إسلامية إلى القضاء لتمهيد الطريق للبدء في البعض الآخر من المشروعات.

ففي فارمرزفيل القريبة من دالاس أبدى بعض السكان معارضة شديدة بالفعل خلال اجتماعات

بشأن مقترح لبناء مقابر للمسلمين على مساحة 35 فدانا خارج المدينة

وقالت إحدى سكان المدينة وتدعى باربرا أشكروفت، خلال اجتماع في أغسطس الماضي: "الناس

"لا تثق في المسلمين. هدفهم الانتشار في الولايات المتحدة والسيطرة عليها

وقال رجل آخر: "أنتم غير مرحب بكم هنا"، وفقا لتقارير إخبارية

ولكن مسؤولين مسلمين يردون بنفس المستوى من المقاومة

فقال إسماعيل فيني ممثل منظمة "المرحمة للدفن الإسلامي"، التي تريد بناء مقابر في مدينة

والبول جنوبي بوسطن: "نحن بالقطع نشعر بهدشة، إذ نرى هذا النوع من المعارضة... نحن

"نحاول إقامة مكان لدفن أقاربنا... ليس هناك نشاط آخر سيحدث في المقابر سوى المعتاد



26-04-2016

## شباب المسار يندد بالتحرش الجنسي وضعف عقابه

أصدرت منظمة شباب المسار الديمقراطي الاجتماعي بلاغا تندد فيه بالتحرش الجنسي

الذي تعرضت له طالبة في مبيت بلارجيا في جنوبية

ويروي بلاغ منظمة شباب المسار كيف أن طالبة من كلية العلوم الانسانية بجنوبية تبلغ من العمر

23 سنة و تقطن المبيت الجامعي "بلارجيا" تعرضت يوم 12 مارس 2016 الى محاولة

اغتصاب من قبل حارس المبيت وهو صاحب سابقة في مثل هذا السلوك. وقد تدخل زميله

لانقاذها منه

واثر تقدم الضحية بشكوى عدلية يوم 17 مارس 2016 وقعت هرسلتها وتهديدها من قبل

شقيق المعتدي وزوجته واحد اداري المبيت فتنزلت عن الدعوى خوفا مما قد يصيبها منهم. ثم

عادت رفعت دعوى ثانية ضد المعتدي بعد ما شن عليها حملة تشويه اخلاقي فتم ايقافه لمدة

شهر ووقع اطلاق سراحه بعد ان قدمت عائلته طلب سراح وقتي في انتظار الجلسة القادمة يوم 25 ماي

وبناء على ماسبق فان منظمة شباب المسار الديمقراطي الاجتماعي عبرت في بيانها عن مساندتها للطالبة الضحية وكل ضحايا التحرش و الاغتصاب مستنكرة ممارسات التحرش المتفاقمة في المؤسسات التربوية والجامعية خاصة وفي المجتمع عامة

كما دعت المنظمة كافة المنظمات الحقوقية و الجمعيات المهتمة بقضايا المرأة الى التحرك في هذا الشأن و مساندة الطالبة لانصافها وطالب بيان منظمة شباب المسار الديمقراطي الاجتماعي السلطة التشريعية بمراجعة القوانين المتعلقة بالتحرش و الاغتصاب بما يضمن حقوق الضحايا و كرامتهم و التقليل من امكانيات الافلات من العقاب للجنة



26-04-2016

## تونس: منظمات المجتمع المدني تساند الحراك الاجتماعي

أبدت منظمات المجتمع المدني بتونس، اليوم الثلاثاء، دعمها لكل أشكال الاحتجاج المدني والسلمي المدافع عن الحريات المدنية الفردية والعامة والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والبيئية ، إيماناً منها بمشروعية مطالب المحتجين من العاطلين عن الحراك والتنمية، داعية لـ "عدم تجريم العمل وأهالي الجهات المحرومة والمهمشة

وشددت المنظمات، في بيان مشترك، على "وقوفها إلى جانب الفئات والجهات المحرومة في نضالها المدني والسلمي من أجل الحق في التنمية، وتفعيل الحق الدستوري في التمييز الإيجابي". وطالبت الحكومة التونسية بـ"التخلي عن استخدام سياسة العنف ضد المحتجين والعمل على تفتيق التهم بغاية شل الحركة الاجتماعية ومحاصرتها"، كما دعتها لـ"التفاوض الجدي مع ممثلي الحركات الاجتماعية المختلفة وتقديم الحلول العملية العاجلة لمطالبهم المزمنة، والإسراع بإيجاد

خطة نهوض اقتصادي واجتماعي قادرة على خلق فرص عمل جديدة والحد من التهميش".

وتعهدت المنظمات بـ"مواصلة المشوار والتنسيق في ما بينها من أجل التسريع في تشكيل تنسيقية مدنية لمواصلة الدفاع عن الحريات ودعم الحركات الاجتماعية".

وقال مدير مكتب "الشبكة الأوروبية لتوسطية لحقوق الإنسان" في تونس، رامي الصالحي لـ"العربي الجديد"، إن "الحركات الاجتماعية تتجه إلى تنوع أشكال تعبيرها السلمي عن مطالبها، بالاعتصامات والتظاهرات والتحركات الميدانية واقتراح بدائل، في حين تستمر الحكومة في تجاهلها والتضييق عليها من خلال التصدي الأمني العنيف".

واعتبر أن "إدارة الملفات، في ما يخص تأمين فرص العمل، كان ولا يزال غير سليم، إذ يوجد من تم توظيفه على قاعدة حزبية وليس على قاعدة الشفافية والأولوية"، لافتاً إلى أن "الدولة فشلت في أغلب الملفات التنموية، كما فشلت في التعامل الأمني مع أغلب التحركات".

كذلك، دعت الناشطة الحقوقية، كلثوم كنو، في تصريح لـ"العربي الجديد" إلى "الاعتراف بشرعية أسباب الاحتجاجات، والتي هي أسباب تنموية"، مضيفاً أن "الحكومة لم تقم بواجبها على أكمل وجه بل تتعامل مع ملفات التنمية التي قامت بسببها الثورة، بتراخ".

من جانبها، طالبت مديرة مكتب "هيومن رايتس واتش" في تونس آمنة القلاي، في حديث مع

"العربي الجديد" بـ"فتح قنوات حوار مع المحتجين للتعرف على حقيقة مشاكلهم وإيجاد حلول

مناسبة لها"، فيما انتقد ممثل المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، ماهر حنين

بـ"التعاطي الإعلامي مع التحركات



## يوم وطني تضامني مع التحركات الاجتماعية في ماي

أعلن عدد من فعاليات و منظمات المجتمع المدني الثلاثاء 26 افريل 2016 في إطار تأسيس تنسيقية لدعم الحركات الاجتماعية عن إعداد يوم وطني تضامني مع الحركات الاجتماعية قبل موفى شهر ماي كما طالبت الحكومة بالتخلي عن استخدام العنف و المواجهة الأمنية للمحتجين و تليفيق التهم و دعت الحكومة إلى التفاوض الجدي مع ممثلي الحركات الاجتماعية و تقديم الحلول إضافة إلى ضرورة خلق فرص عمل جديدة و تكريس العدالة الجبائية و الالتزام بالتعهدات المعلنة في المجالس الوزارية وأكدت على ضرورة انخراط المنظمات المهنية و المدنية . لتقديم الدعم القانوني للمحاليين أمام القضاء على خلفية الاحتجاجات الاجتماعية

و يشار إلى أن المنظمات الموقعة على البيان هي الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات وجمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية و المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية و الاجتماعية كذلك الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان و اللجنة من اجل احترام الحريات و حقوق الإنسان بتونس و التنسيقية الوطنية المستقلة للعدالة الانتقالية و جمعية نوماد 08 الرديف و رابطة الناخبات التونسيات و جمعية تالة متضامنة أما بالنسبة للمنظمات الدولية تتمثل في الشبكة الاورومتوسطية لحقوق الإنسان و الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان و منظمة هيومن رايتس واتش و منظمة الرت .انترناسيونال أيضا منظمة محامون بلا حدود

## Téles et réseaux sociaux

### Sources

### Infos



21-04-2016

### أسرار ودروس: خطف طاقم تلفزيوني أسترالي لطفلين في لبنان

توفرت جميع عناصر الخبر الصحفي المثير لإحدى القنوات الأسترالية في قصة أم مضطربة من مدينة برزبن الأسترالية تحاول جاهدة استعادة طفلها من طليقها في شوارع العاصمة اللبنانية بيروت.

وفي عالم التلفزيون التجاري الذي يشهد منافسة حادة في وقت الذروة، حين تحظى نسب المشاهدة بأهمية قصوى، كان فريق برنامج "60 دقيقة" على القناة التاسعة يشعر أن أمامه فيلما رائجا عن حضانة الأطفال سيجعله يتفوق على منافسيه بفارق كبير.

لكن سرعان ما سارت المهمة الأكثر خطورة في منطقة الشرق الأوسط بشكل سيء، إذ ألقى القبض على الأم، سالي فولكنر، جنبا إلى جنب مع طاقم القناة التاسعة، الذي كان يضم الصحفية البارزة تارا براون، بعد وقت قصير من اختطاف لياالا (6 سنوات) ونوح (4 سنوات) من جدتهما في بيروت.

وقضى الطاقم والأم أسبوعين قاسيين في سجن لبناني حتى وقت التوصل إلى اتفاق الأربعاء بإطلاق سراحهم.

ومع ذلك، لا يزال آدم ويتنغتون، رئيس المنظمة الدولية لاستعادة الأطفال المختطفين، وزميله البريطاني كريغ مايكل خلف القضبان.

وكان يتعين على الصحفيين الأستراليين ورؤسائهم خلال عودتهم إلى بلادهم، الإجابة على عدد من الأسئلة المحرجة.

فهل دفعوا أموالاً للمنظمة التي يترأسها ويتنغتون للقيام بهذه العملية الفاشلة، وهل دفعت فدية لزوج فولكنر مقابل إطلاق سراحها هي وطاقم القناة التاسعة؟

**تحايل على القانون ولا تنتهكه**

تواجه المنظمة الدولية لاستعادة الأطفال المختطفين عاصفة من الانتقادات، وقد يفقد البعض وظائفه بسبب هذا الهجوم والمراجعة الداخلية لواحدة من المحطات التليفزيونية الرائدة في أستراليا.

وقال هيو ماركس، الرئيس التنفيذي للقناة التاسعة: "من المهم التأكيد على أنه لم يكن أي شخص من القناة التاسعة أو برنامج 60 دقيقة، عند أي مرحلة، ينوي التصرف بأي شكل من الأشكال التي تجعله عرضة لاتهامات بخرق القانون أو أن يصبح جزءاً من القصة التي تخص في الأساس". سالي فولكنر

"وأضاف: "لكننا أصبحنا جزءا من القصة ولم يكن ينبغي أن نصبح كذلك

ارتكبت أخطاء بشكل واضح، وانتقد فرانك ثورن، وهو كاتب بالصحف البريطانية التي لا ترحم

ويبلغ من العمر 40 عاما، النهج الذي اتبعه برنامج "60 دقيقة" في هذه القصة في لبنان

وقال لبي بي سي: "عليك أن تكون حذرا للغاية مع الصحافة المدفوعة الأجر. اعتدنا التحايل على

"القواعد، واعتدنا التحايل على القانون، إذا أردتم قول ذلك، لكننا لم ننتهك القانون

وأضاف: "كانت هناك مبادئ توجيهية قانونية وكان يتعين علينا الالتزام بها، والقناة التاسعة

ارتكبت بشكل واضح أعمالا غير قانونية أو تورطت في أفعال غير قانونية. لا يمكنك كصحفي

"أن تتعاضى عن اختطاف أطفال من الشوارع مهما كانت الظروف

وأردف: "أعتقد أن بعض الأشخاص سوف يفقدون وظائفهم، وعلى طاقم القناة التاسعة وتارا

"براون أن يعلموا أنهم محظوظون للغاية لأنهم لم يسجنوا في لبنان خلال السنوات القليلة المقبلة

**ضرر على المدى الطويل**

.هناك تعاطف كبير مع فريق الأخبار على وسائل التواصل الاجتماعي، وقدّر قليل من الأصدقاء

وغرد أحد مستخدمي موقع تويتر قائلا: "كم كان طاقم برنامج 60 دقيقة محظوظا للغاية لأن

"النظام القانوني اللبناني يسمح لهم بدفع أموال مقابل الخروج من تلك الورطة

في حين قال آخر: "أتمنى أن يكون صحفيوا برنامج 60 دقيقة قد تعلموا درسا قيما بعد أن سمحوا  
"لغورورهم بتجاوز الحدود دون تحكيم عقولهم

وأعرب صحفيون بارزون بالقناة التاسعة عن دعمهم القوي لطايم برنامج "60 دقيقة"، لكن بعض  
الإعلاميين الكبار من منابر إعلامية أخرى انتقدوا بشدة تلك القصة التي انطوت على مخاطر  
كبيرة.

وقال الإعلامي آلان جونز لمستمعيه على محطة "تو جي بي" الإذاعية في سيدني: "وسائل الإعلام  
"ليس لها أي دور في تحديد من ينبغي أن يكون حاضنا للأطفال، سواء الأب أم الأم

وأضاف: "اختطف الطفلين فريق لاستعادة الأطفال المختطفين بينما كانا يسيران مع جدتهما. فقط  
"تخيلوا أن هذا يحدث في أستراليا

وبعد هذه المحنة التي واجهها طاقم البرنامج وفولكنر، فمن المرجح أن ترتفع نسب مشاهدة القناة  
بصورة كبيرة عندما يروي الطاقم تفاصيل ما حدث، لكن أكاديميين يحذرون من أن هذا سيكون له  
عواقب وخيمة.

وقال جون هاريسون، المحاضر البارز في الصحافة بجامعة كوينزلاند: "سيكون هناك طفرة في  
"نسب المشاهدة، لكن هذا ما نطلق عليه صحو الموت

وأضاف: "نعم، سوف ترتفع نسبة المشاهدة، لكن الضرر الذي سيلحق بمصدقيتهم على المدى  
الطويل والضرر الذي ألحقه بهذا النوع من الصحافة التي يقدمونها سوف يظهر على المدى  
الطويل وربما يكون قاتلا.

## Radio

Sources	Infos
 <p>26-04-2016</p>	<p><b>رصد حوالي 100 حالة اختطاف لأطفال وتحويلهم للخارج</b></p> <p>أعلن رئيس الجمعية التونسية للنهوض بالأسرة حاتم الميناوي خلال مؤتمر صحفي الاثنين 25 أبريل 2016 أن الجمعية رصدت خلال السنوات الثلاث الأخيرة حوالي 100 حالة لاختطاف أطفال وتحويلهم الى خارج البلاد .</p> <p>و انتقد الميناوي في الوقت نفسه عدم تفاعل و تحرك السلطات الأمنية و القضائية التونسية إزاء هذه الظاهرة الخطيرة .</p>
 <p>29-04-2016</p>	<p><b>"شفيق صرصار :12 مارس غير مناسب لإجراء الانتخابات البلدية"</b></p> <p>في تصريح شفيق صرصار اعتبر اليوم السبت، رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بسوسة أن تاريخ 12 مارس غير الانتخابات المحلية على هامش ندوة حول شمس أف أم لراديو .مناسب لإجراء الانتخابات البلدية</p> <p>وأوضح أن إجراء الانتخابات في 19 أو 26 مارس أفضل وذلك لتزامنها مع العطلة المدرسية والجامعية خاصة وأن الانتخابات سيقع إجراؤها في المدارس ويمكن للطلبة المشاركة فيها</p> <p>تنظيم الانتخابات البلدية سيكون رسميا إِمّا يوم يُذكر أن رئيس الحكومة الحبيب الصيد قال إن <u>12. أو 19 أو 26 مارس 2017</u>.</p>
 <p>01-05-2016</p>	<p><b>(صفاقس: إمام جامع يدعو إلى إعدام المثليين) فيديو</b></p> <p>دعا إمام جامع السلام بصفاقس، فتحي الرباعي، في الخطبة الأولى ليوم الجمعة 29 أبريل 2016، الحكومة لتطبيق حكم الشرع على المثليين بإعدامهم</p> <p>وانتشر اليوم الأحد مقطع فيديو في مواقع التواصل الإجتماعي ظهر فيه الإمام يحث على تطبيق الشرع على المثليين مؤكدا ان العلماء اختلفوا في طريقة الإعدام</p>

## Communiqués

### Sources

### Communiqués



الإتحاد التونسي للنساء الديمقراطيات  
Association Tunisienne des Femmes Démocrates

26-04-2016

## لا لتجريم الحراك الاجتماعي

تشهد الساحة الاجتماعية في تونس منذ شهر جانفي الفارط تصاعدا لنسق التحركات الاجتماعية المطالبة بالحق في الشغل وبوضع حد لأشكال التشغيل الهش وبتنمية الجهات الداخلية، وللدفاع عن الحقوق الاقتصادية والاجتماعية التي يقرها الدستور والمعاهدات الدولية التي صادقت عليها الدولة التونسية والتصدي للفساد ورموزه.

وفي الوقت الذي تتجه فيه الحركات الاجتماعية الى تنويع أشكال تعبيرها السلمي عن مطالبها بالاعتصامات والتظاهرات والتحركات الميدانية واقتراح بدائل.

تستمر الحكومة في تجاهل هذه الحركات وفي التضييق عليها وتشويهها والتصدي الأمني لها وتوظيف القضاء كأداة لتجريم الحراك الاجتماعي وملاحقة قادته ونشطاءه. وتعدّ الاعتداءات على الاحتجاجات التي طالت مؤخرا المحتجين في قرقنة والكاف والقصرين والاعتصامات بالعاصمة وغيرها وتدبير سلسلة من المحاكمات علامة إضافية على العجز الحكومي واستمرار سياسة الهروب الى الامام.

ان فعاليات ومنظمات المجتمع المدني الموقعة على هذا البيان وايماننا منها بمشروعية مطالب المحتجين من المعطلات والمعطلين وعاملات وعمال الحضائر وأهالي ومتساكني الجهات المحرومة والمهمشة... تؤكد للرأي العام:

دعمها لكل أشكال الاحتجاج المدني والسلمي المدافع عن الحريات المدنية الفردية والعامية والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والبيئية والتنمية.

وقوفها الى جانب الفئات والجهات المحرومة في نضالها المدني والسلمي من أجل الحق في التنمية  
وتفعيل الحق الدستوري في التمييز الإيجابي

وفي ظل استمرار تجاهل الحكومة لهذه الاحتجاجات واستمرار رفض وعجز المسؤولين على  
المستوى المحلي والجهوي عن ادارة حوار واقتراح حلول وبدائل فإن المنظمات الموقعة تؤكد :  
مطالبتها للحكومة بالتخلي عن استخدام سياسة العنف والمواجهة الأمنية للمحتجين والعمل على تلبية  
التهم بغاية شل الحركة الاجتماعية ومحاصرتها خاصة وأن هذه السياسة جربت وفشلت  
دعوة الحكومة الى التفاوض الجدي مع ممثلي الحركات الاجتماعية المختلفة وتقديم الحلول العملية  
العاجلة لمطالبهم المزمنة.

الاسراع بإيجاد خطة نهوض اقتصادي واجتماعي قادرة على خلق فرص عمل جديدة وعلى الحد من  
التهميش والحييف الذي تعاني منه عديد الجهات الداخلية والعمل على تعبئة موارد مالية جديدة عبر  
تكريس العدالة الجبائية وتحميل الشركات مسؤولياتها الاجتماعية وتوجيه الموارد الجديدة للتنمية  
الجهوية والتشغيل.

الالتزام بكل تعهداتها السابقة والمعلنة في مجالس وزارية او محاضر الجلسات المبرمة بينها وبين  
مختلف الفاعلين الاجتماعيين.

انخراط المنظمات المهنية والمدنية لتقديم الدعم القانوني للمحالين امام القضاء في الكاف وزغوان  
وقرقنة و القصرين وغيرها على خلفية الاحتجاجات الاجتماعية والتصدي للايقافات العشوائية  
والعقوبات الجماعية ودعوة الجميع للمساعدة على تنقية الأجواء

كما تؤكد المنظمات الموقعة على هذا البيان التزامها بمواصلة المشوار والتنسيق فيما بينها من أجل  
التسريع في تشكيل تنسيقية مدنية لمواصلة الدفاع عن الحريات ودعم الحركات الاجتماعية.

اعداد يوم وطني تضامني مع الحركات الاجتماعية قبل موفي شهر ماي

المنظمات الوطنية



الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات

جمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية

المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان

اللجنة من أجل احترام الحريات و حقوق الانسان بتونس

التنسيقية الوطنية المستقلة للعدالة الانتقالية

جمعية نوماد 08 الرديف

رابطة الناخبات التونسيات

جمعية تالة متصامنة

المنظمات الدولية

الشبكة الاورومتوسطية لحقوق الانسان

الفيدرالية الدولية لحقوق الانسان

منظمة هيومن رايتس واتش

منظمة الرت انترناسيونال

منظمة محامون بلا حدود



الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات  
Association Tunisienne des Femmes Démocrates

26-04-2016

**تفعيل مبدأ التنافس الأفقي والعمودي**

**حق دستوري**

نحن الجمعيات والمنظمات الممضية أسفله، وتزامنا مع مناقشة القانون الانتخابي الذي على أساسه سيتم انتخاب المجالس المحلية والجهوية، نجدد تمسكنا بما ورد في الدستور، وخاصة في الفصل 21

الذي يقر بأن: «المواطنون والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات وهم سواء أمام القانون دون تمييز» وفي الفقرة الثالثة من الفصل 46 التي تطلب من الدولة أن: "تسعى إلى تحقيق التناصف بين المرأة والرجل في المجالس المنتخبة" وفي الفقرة الثانية من الفصل 34 الذي يطالب الدولة بالعمل "على ضمان تمثيلية المرأة في المجالس المنتخبة

وعليه، وحتى نضمن مشاركة سياسية فعلية للنساء إلى جانب تواجدهن في المجالس المحلية والجهوية، وذلك بتكريس مبدأ التناصف بين الرجال والنساء في المجالس المنتخبة فإننا ندعو أعضاء مجلس نواب الشعب إلى:

1- إقرار مبدأ التناصف الأفقي والعمودي مع عدم الاكتفاء بحرمان القوائم التي لم تحترم التناصف -1 في مستوييه من التمويل العمومي حيث يكون من الضروري إسقاط هذه القوائم

2- تمكين القوائم المترشحة للانتخابات من تمويل مسبق حتى لا يتم إلحاق الضرر بالنساء والشباب والأحزاب الصغيرة. فجميعنا يعلم اليوم أن تأنيث الفقر قد تحول إلى ظاهرة اجتماعية، إضافة إلى تضاعف نسبة البطالة بالنسبة للنساء، وعلى الدولة أن تضع الآليات الضرورية الكفيلة باسترجاع المال العام.

3- التنصيص على اعتماد مقاربة النوع الاجتماعي في ميزانية المجالس المحلية والجهوية-3

4- إضافة مصطلح المترشحات للفقرة المتعلقة بتكافؤ الفرص بين المترشحين و تجريم العنف المسلط -4 على النساء خلال الفترة الانتخابية واعتباره من المخاطر الانتخابية

كما ندعو الأحزاب السياسية إلى:

1- اعتماد مقاربة النوع الاجتماعي في إعطاء التمويلات عند ترؤس نساء والشباب وحاملي الإعاقات -1 للقوائم

2- مراعاة التناصف الأفقي والعمودي في العدد الجملي لقوائمها الحزبية مع وضع عدد أكبر من -2

النساء في رئاسة القوائم ونفس الشيء بالنسبة للقوائم الفرديّة

ولا يفوتنا أن نعبر على مواصلتنا النضال من أجل الدفاع على المساواة التامة وحق النساء في

المشاركة السياسية وفق ما نصّ عليه دستور البلاد

من أجل مشاركة سياسية فعلية للنساء

من أجل اعتماد التناسف في المجالس المنتخبة

من أجل تكريس المبادئ التي نصّ عليها دستور 2014

الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات

جمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية

منظمة حرة

الأورو- متوسطة للحقوق

الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان

رابطة الناخبات التونسيات

جمعية بيتي

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان

تحالف من أجل نساء تونس

جمعية المرأة والمواطنة

جمعية توحيدة بن الشيخ

لم الشمل



24-04-2016

## بلاغ إخباري بعد انتهاء أشغال المؤتمر الوطني الحادي عشر للجمعية

### المغربية لحقوق الإنسان

بلاغ إخباري بعد انتهاء أشغال المؤتمر الوطني

الحادي عشر للجمعية المغربية لحقوق الإنسان

انعقد المؤتمر الوطني الحادي عشر للجمعية المغربية لحقوق الإنسان، بالمركب الدولي للشباب والطفولة ببوزنيقة، أيام 22 و 23 و 24 أبريل 2016، تحت شعار: "نضال وحدوي ومتواصل من أجل مغرب الكرامة والديمقراطية وكافة حقوق الإنسان للجميع"؛ وأنهى أشغاله مساء يوم الأحد 24 أبريل 2016، بعد ثلاثة أيام من العمل والنقاش، بانتخاب اللجنة الإدارية المكونة من 95 عضواً، ثلثهم نساء و 26% منهم/ن شباب.

وتميز المؤتمر بالنجاح الباهر من حيث التحضير الأدبي والتنظيمي والمادي، ونجاح الندوة الصحفية لتقديم التقرير السنوي حول أوضاع حقوق الإنسان بالمغرب خلال سنة 2015، والندوة الفكرية الافتتاحية للمؤتمر ليوم 21 أبريل، والجلسة الافتتاحية المتميزة بالحضور الواسع للهيئات والمنظمات الصديقة، والأجواء الديمقراطية التي سادت المؤتمر وما صادق عليه من وثائق ومقررات؛ وذلك في ظل مناخ اتسم بالحرص الجماعي على رص الصفوف، وتقوية الجمعية للتصدي للتحديات المقبلة ومواجهة كل محاولات التضيق عليها. ولم يفت المؤتمر أن يسجل اعتزازه بالتضامن والدعم الواسعين اللذين حظيت بهما الجمعية من طرف الحركة الحقوقية والديمقراطية الوطنية والدولية. وفور انتخابها، اجتمعت اللجنة الإدارية، في دورتها الأولى، بعين المكان، يومه الأحد 24 أبريل، وانتخبت المكتب المركزي، المشكل من 23 عضواً، من بينهم 8 نساء (35%) وستة شباب

(26%)، الذي اجتمع بدوره لتوزيع المهام داخله على الشكل التالي:

الرئيس: أحمد الهايج.

نوابه: خديجة عناني، حميد بوهدوني، سعيد بنحمان.

الكاتب العام: الطيب مضاوض.

نائبته: خديجة أباو.

أمين المال: حسن محفوظ.

نائبه: عادل الخلفي.

مستشارون/ات مكلفون/ات بمهام: زينب شاكر، بشرى غزلاني، سميرة بوحية، شيماء الحجام، كوثر أولاد عياد، فداء الإسماعيلي الإدريسي، أيمن عويدي، مهدي سرحان، عمر أربيب، إبراهيم ميسور، بوجمعة سعدون، العياشي تاكر كرا، عزيز غالي، سعيد الطبل، عبد السلام العسال.

المكتب المركزي

: بوزنيقة، في 24 أبريل 2016